

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(99)/ST/53
1^{er} décembre 1999

(99-5255)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Troisième session
Seattle, 30 novembre - 3 décembre 1999

Original: espagnol

GUATEMALA

Déclaration de M. José Guillermo Castillo Ministre de l'économie

Le Guatemala vient à cette troisième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce pour réaffirmer son attachement à un système commercial multilatéral fondé sur des règles, même s'il regrette que la libéralisation dans les secteurs présentant un intérêt pour les pays en développement n'ait pas progressé comme il l'espérait et déplore l'absence de mesures concrètes destinées à intégrer pleinement les petites économies en développement.

Le Guatemala a rejoint formellement le Groupe de Cairns parce qu'il partage totalement son point de vue. Nous souhaitons parvenir à un commerce des produits agricoles qui soit équitable et obéissent aux mécanismes du marché. Il est primordial que les prochaines négociations de l'OMC sur l'agriculture aboutissent à une réforme radicale qui mette le commerce des produits agricoles sur le même plan que le commerce des autres marchandises et que les subventions à l'exportation, les mesures de soutien interne et les crêtes tarifaires soient éliminées afin d'élargir l'accès aux marchés. Les notions ambiguës comme celle de "multifonctionnalité" n'ont pas leur place dans notre réglementation, car il est évident qu'elles serviraient à justifier de nouvelles distorsions des échanges.

En ce qui concerne le commerce des services, nous espérons que la participation croissante des pays en développement sera facilitée. Dans ce secteur comme dans les autres, nous aspirons toutefois à une participation pleine et entière, sur un plan d'égalité; il faut donc renforcer nos capacités, notre efficacité et notre compétitivité.

Le Guatemala approuve les actions menées par le Bureau international des textiles et des vêtements (BITV) dont il est membre. Bien que le pays ait fait un effort considérable pour développer son industrie textile, il ne pourra pas exploiter toutes ses capacités tant que ce secteur ne sera pas pleinement intégré dans le cadre du GATT et que de réelles possibilités d'accès n'aient pas été créées.

Pour que les petites économies en développement comme le Guatemala réussissent à s'intégrer pleinement dans le système commercial multilatéral, il faut que tous les Membres de l'OMC appuient l'initiative que nous avons présentée avec d'autres pays en vue d'adopter dans le cadre de l'OMC un programme de travail qui nous aide à cerner les problèmes commerciaux que nous rencontrons. Si les efforts que nous avons déployés pour respecter tous nos engagements ne sont pas reconnus, notre tâche deviendra de plus en plus difficile.

J'aimerais maintenant aborder la question du système de règlement des différends. Il est évident que tout pays Membre qui dépose une plainte cherche à faire respecter des droits qui ont été violés, mais les pays Membres veulent également que le système de règlement des différends permette véritablement d'assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral.

Dans ce contexte, le renforcement du système découle de la volonté de tous les Membres de mettre en œuvre les recommandations et les décisions adoptées par l'Organe de règlement des différends. À cet égard, l'affaire des bananes est riche d'enseignements pour nous tous. Tant que l'Union européenne continuera de proposer des solutions qui ne permettront pas de rendre son régime d'importation conforme aux règles de l'OMC, il ne sera pas possible de répondre aux attentes des Membres de l'Organisation. La balle est dans le camp de l'Union européenne: a-t-elle la volonté politique nécessaire pour redonner au système sa crédibilité?

Pour le Guatemala, l'initiative visant à établir un lien entre le commerce et la question du travail est source de vives inquiétudes. Nous avons dû maintes et maintes fois nous opposer à ce que la question du travail soit traitée à l'OMC, car ce thème relève à notre sens d'autres organisations.

Pour ce qui est de la question de l'environnement, le Guatemala souligne que l'OMC dispose déjà de principes sur lesquels on s'est mis d'accord; l'Organisation ne doit pas être manipulée et dresser de nouveaux obstacles au commerce, notamment au commerce des pays en développement.

Les pressions auxquelles nous avons été soumis ces derniers jours proviennent de groupes qui ignorent combien l'OMC est importante pour l'avenir de nos nations. Nous connaissons toutefois tous l'enjeu de notre mission et, bien que nous soyons ouvert à toute initiative constructive, nous ne permettrons pas que nos travaux et le sérieux de cette organisation soient remis en question. Il nous appartient de prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire connaître les avantages qui ont résulté et continuent de découler de la libéralisation du commerce.

Le Guatemala estime que l'initiative visant à lancer de nouvelles négociations ne garantit pas, en soi, que nous pourrions à l'avenir compter sur un environnement commercial juste et équitable. Il est capital que la transparence du processus de négociation soit bien réelle et que TOUS LES MEMBRES SANS EXCEPTION puissent participer au processus et être parfaitement informés de ce qui se passe dans cette organisation.

Le Guatemala s'emploie à renforcer la paix et la démocratie en s'appuyant sur un système de développement équitable et durable fondé sur la libéralisation du commerce. Le processus d'ouverture que nous avons engagé a un coût élevé qui ne pourra se justifier que si le système nous permet d'obtenir de meilleures conditions d'échanges avec nos partenaires commerciaux et, partant, de bénéficier de l'ouverture au niveau mondial. C'est à nous qu'il incombe de poursuivre cette tâche – le Guatemala ne se dérobera pas à ses responsabilités.
